

<http://divergences.be/spip.php?article304>



Enoch DJONDANG

La Non Violence n'est ni Inertie ni Démission

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - NÂ° 6 (Mars/March 2007) - International - Afrique/Africa -

Date de mise en ligne : mardi 27 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L247xH375/10-5-e0ef2.jpg>

[Publié dans Tchadactuel le 25 janvier 2007](#)

Au regard des opinions exprimées par certains compatriotes sur la notion de la non-violence active et sa portée pratique dans la résolution de l'imbroglie tchadien, il semble maintenant acquis qu'elle peut être une « voie de sortie de crise » de notre pays. Pourquoi la non-violence serait-elle une « quatrième voie », et quelles sont les autres premières ?

Pour y répondre et donner un contour plus clair à ce que cache cette option, nous examinerons en survol des cas de crises majeures internes vécues par d'autres pays africains.

Le premier exemple est celui de l'Angola, pays au potentiel incroyablement riche comme le Tchad, et disposant d'un vaste territoire encore sous-exploité et peu peuplé. En Angola, il y a eu la longue et terrible guerre entre le MPLA au pouvoir et l'UNITA de feu Jonas Savimbi, peu après l'indépendance octroyée par le colonisateur portugais. Ces deux mouvements de libération étaient de vrais partis progressistes. Depuis l'époque du maquis, ils contribuèrent à l'émancipation, à l'éducation et à l'organisation des zones « libérées » de leur ressort. Ils avaient des programmes solides et une vision de société qui transcendaient la mégalomanie des hommes, du moins jusqu'au dérapage de Savimbi. Celui-ci n'avait pas compris la lassitude de ses compagnons, quand il parut évident, avec la fin de la guerre froide et l'arrivée du nationalisme noir au pouvoir en Afrique du Sud, que les temps avaient changé. Le pétrole du côté MPLA et le diamant du côté UNITA ne pouvaient plus justifier à eux seuls la poursuite d'une guerre devenue absurde, dont les promoteurs extérieurs avaient déjà tiré l'essentiel des bénéfices escomptés. La population angolaise, prise en tenaille entre les belligérants, était la grande victime de cette situation : elle vit l'une des misères les plus insupportables du continent, contrairement à l'opulence insolente des chefs de guerre et de leurs sponsors étrangers. Poussé par l'orgueil et par l'aveuglement de la force, Jonas Savimbi était devenu le symbole du chaos pour le chaos, même pour ses compagnons de lutte. La suite ne sera plus qu'une question de traîtrise !

L'autre exemple sera celui des fameux « tribunaux islamiques » de Somalie, la sœur jumelle perdue du Tchad. Oui, sans regarder à la situation actuelle encore très incertaine, le mérite des tribunaux islamiques aura été d'avoir mis fin, six mois durant, au chaos instauré par le règne des chefs de guerre et de clans dans ce qui restait de ce pays ravagé et sans État depuis une quinzaine d'années affreuses. Cela n'avait été possible que parce que le peuple en avait ras-le-bol. Pour la suite, les enjeux sous-régionaux et la lutte pour le contrôle de la route du pétrole par les grandes puissances, viennent d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de ce territoire.

Ces exemples, peut-être, sont mal choisis, mais revenons au cas du Tchad. De tout temps, les problèmes internes de cohabitation pacifique et de gouvernance ont été exploités par certaines élites pour entraîner le pays dans la mouvance hégémonique de certaines puissances voisines. À la différence de l'Angola, par exemple, l'assujettissement des mouvements tchadiens de rébellion aux influences étrangères ne s'est pas arrêté au mercenariat transfrontalier, c'est-à-dire l'implication directe de « parents » de l'autre côté de la frontière. Ils se discréditent totalement par les cautions inavouées apportées à une occupation et/ou une tentative de domination étrangère. De ce fait, l'histoire ne semble retenir de toutes les luttes fratricides menées qu'une analogie avec la logique du régime français de Vichy des années 40. Aucune autre retombée positive en terme d'évolution socioéconomique de ces luttes n'est mentionnée nulle part par aucun observateur. Or, on peut perdre militairement une guerre et la gagner politiquement par le bien-fondé de l'idéologie défendue et des réalisations non militaires au bénéfice des populations temporairement « libérées » par les maquisards.

La lutte menée par feu Laoukein Bardé Frisson et son mouvement FARF en faveur d'une « république fédérale du Sud », non seulement avait fini dans la cacophonie et la trahison, mais surtout n'a rien apporté comme progrès ni dans la vision ni dans les faits, aux populations de ladite zone. Idem pour le MDJT de feu Youssouf Togoïmi dans le

BET. Et les exemples peuvent être remontés dans le temps jusqu'aux années 70. Par contre, l'ampleur des moyens de la violence qui ont été engagés dans ces différentes aventures sans lendemains, n'a de commune mesure qu'avec les situations similaires d'Angola, de la RD Congo ou de la Somalie.

Pour les marxistes léninistes et les maoïstes, les violences légitimées de leurs parcours historiques en URSS ou en Chine valent bien les progrès réalisés dans ces pays phares. Dans une certaine mesure, de vrais mouvements de libération nationale tels que le FRELIMOT mozambicain ou le PAIGC guinéo-capverdien se targuent également d'avoir conduit leur pays dans la voie du progrès et de la liberté. Aucun mouvement connu à ce jour au Tchad ne peut être répertorié sur le même registre que ceux-là, en près de quatre décennies de « luttes fratricides » appelé faussement de « libération nationale ». En dehors de la prise du pouvoir, qui demeure l'ultime objectif des combattants, il n'y a jamais eu la mise en œuvre d'un programme « révolutionnaire » quelconque mûrement traité au maquis et dont les promoteurs eux-mêmes en seraient imbus. Aucune avancée sur le terrain de la « décolonisation mentale », ni sur celui du concept des libertés et de l'égalité, base de l'action de tous les révolutionnaires dans le monde.

Au Tchad, les fameuses luttes de « libération » ont davantage promu et même consacré les injustices sociales, le bafouement de la dignité d'autrui, la race supérieure, l'idée de la compensation du « sacrifice » des combattants, etc. Aucun mouvement ne s'est jamais donné la peine de commencer par éduquer et convertir aux valeurs progressistes ses membres, se montrant pire que ses prédécesseurs, une fois arrivé aux affaires. La lutte armée et le recours à la violence comme moyen de la cause, relèvent au Tchad d'une stagnation pure et simple dans la barbarie.

En prenant des exemples de luttes violentes de « libération » dans d'autres pays, nous voulons faire preuve de réalisme, sans renier notre position fondamentale, en insistant seulement sur ce que les économistes appellent le « rapport coût-efficacité » de la violence. Bien sûr, quand elle permet à un groupe singulier, à base clanique, de prendre le raccourci le plus court, pour s'ériger en dynastie sur une société en panne d'identité, on peut dire que pour ceux-là, ça vaut toujours le coût de tenter ! D'autres clans l'ont fait avant, pourquoi pas nous ?

Mais à qui d'autre profite la violence ?

- Les marchands de canons et les mafiosi de tous poils : ces gens lugubres qui savent tirer par le bout du nez les chefs, en les délestant des ressources que ceux-ci auraient pu investir mieux ailleurs, dans la justice, l'éducation et la santé de leur peuple ;
- Les pays en mal d'hégémonie : si la guéguerre dure au Tchad, c'est d'abord parce qu'il a une façade nord et nord-est ouverte aux ingérences étrangères néfastes. Les Tchadiens auraient depuis abandonné la guerre si une telle façade ne leur permettait plus ces aventures antinationalistes.
- Tous ceux qui trouvent leur compte à traiter avec les structures d'un pays instable, où les centres de décision sont dédoublés et où le sentiment national s'effrite de jour en jour ; et vous en connaissiez !
- Enfin, les exploitants miniers, qui comme en RD Congo ou en Sierra Léone, aiment traiter avec des autorités en mal de « légitimité » et sur le qui-vive : de quoi assurer un véritable pillage des richesses, en sorte que le peuple hérite un jour d'un pays dépouillé et sans valeur.

La preuve est faite, n'en déplaise à ceux qui persiste à habiller la situation et à la justifier, que le Tchad est en plein dans l'aspirateur du chaos de la guéguerre. Le FROLINAT initial avait mis des années pour progresser dans ses méthodes de recrutement, de formation et d'armement.

Aujourd'hui, comme en Côte d'Ivoire ou ailleurs, on peut monter en quelques jours de véritables milices avec un équipement qui défie celui des armées régulières de nombre de pays normaux. Si cette capacité de créativité était endogène aux Tchadiens, le pays offrirait ses services en toute élégance en la matière dans le monde. Mais il s'agit de la manifestation récurrente d'une perte d'identité nationale et de patriotisme que l'on masque à travers une vieille

rhétorique usée de la chasse au « diable du jour ».

C'est donc le mal initial qui se métamorphose, s'adapte et se dilue dans le contexte actuel, avec le même résultat en fin, à savoir la disparition pure et simple d'un État impossible à bâtir sur des fondements aussi boiteux et moyenâgeux !

En se recentrant, nous avons les trois premières logiques existantes :

- La logique des putschs et de la guéguerre, inaugurée par l'instauration en 1962 du parti unique PPT RDA et devenue aujourd'hui celle du Clan unique ;
- La logique des urnes, rendue inopérante par la première, à trois reprises déjà en quinze ans d'essai de démocratie ;
- La logique du dialogue « inclusif » à la tchadienne, bloquée à cause de la crise de confiance aiguë entre les acteurs publics qui se sont tellement vendus les uns les autres qu'ils n'ont plus d'acheteurs sérieux ;
- La logique balbutiante de la non-violence que nous allons à présent préciser.

D'une manière générale, la non-violence est perçue par le commun brut des Tchadiens comme de la peur ou de la lâcheté. Avant la perversion générale des mentalités par le règne de la violence, ne pas répondre par la même violence à un adversaire était une marque d'éducation supérieure voire de piété. Mais depuis que l'intolérance et l'impunité sont inculquées même aux enfants, la non-violence a cessé d'être une vertu au Tchad. Pour un rien, il faut de la violence. Même les policiers et les gendarmes, formés pour protéger l'intégrité du citoyen, préfèrent ignorer royalement leur déontologie pour se livrer à des séances macabres et totalement injustifiées d'exercice de violence sur les usagers. À tel point qu'on peut assister à des scènes pénibles de non-assistance à personne en danger, simplement parce que la foule est mentalement droguée de violence. Au sein des élites politiques et sociétés civiles, on fait plus propre, avec un sadisme et un cynisme indifférent dans la pratique des sales coups, devenue un art primé. Et le lendemain, sans honte, on peut crier haro dans un micro sur RFI, sans se soucier de ses propres méfaits de la veille ! C'est ça la nouvelle moralité publique tchadienne !

La non-violence que nous prônons consiste à regarder les oppresseurs comme des malades à soigner, en leur opposant, non pas leur haine et leur tare, mais plutôt ce qui est vertueux. Elle ne signifie pas garder le silence, mais plutôt ne pas tomber dans le piège de l'opresseur qui vous pousse à la violence, comme lui-même. Si vous entrez dans sa logique, il vous achèvera plus vite parce qu'il a une capacité et des moyens matériels illimités pour détruire sans remord. Vous, vous aurez préféré plutôt que la violence s'exerce une fois pour réprimer, corriger le coupable : c'est la voie de la bonne justice ! Lui, il préfère vous mettre en belligérance avec lui sur tout ou rien pour se défouler, pas pour régler vos différends. La non-violence expose le droit de la vérité, alors que la violence veut couvrir, à tout prix, la tricherie, le faux, c'est de la lâcheté qui ne dit pas son nom. La non-violence se donne raison par la préservation, alors que la violence veut se justifier par la destruction.

Si l'on veut se mettre un seul instant dans la position des sans-voix, à savoir les femmes (mères), les jeunes, les pauvres, les non-inscrits (ni parti ni association), les travailleurs « laoukouras », les veuves et orphelins de la guéguerre tchadienne, les exilés et les déplacés, tous ces groupes ont cette arme formidable de la non-violence active pour se faire entendre et voire triompher leurs causes justes. La non-violence uniquement en tant qu'état d'esprit et méthode. Parce que c'est en leur nom et en raison de leur silence que les autres usent depuis toujours de la violence pour les dominer, les asservir, les massacrer. C'est pourquoi la non-violence n'est ni le silence ni la démission devant les situations. Et si tant il est vrai que c'est par lâcheté que la violence s'exerce dans notre société tchadienne, la réplique appropriée dans toute action de revendication populaire légitime, pour dénier toute légitimité à la violence et la retourner à l'expéditeur comme un jet d'acide sur la peau, c'est la non violence.

C'est dans l'état de non-violence que les forces vives sociales tchadiennes pourraient retrouver confiance en elles-mêmes et devenir fortes, par milliers, au devant de la scène. Parce que les Tchadiens avaient cru à la violence

La Non Violence n'est ni Inertie ni Démission

qu'ils sont aujourd'hui terrorisés et tétanisés, incapables de mouvements collectifs cohérents, sauf la panique ou à l'inverse la casse aveugle. Moursal, Diguel et Farcha sont devenus des « bantoustans » se méfiant les uns des autres, à cause de la violence et de ses excès. Alors que si le diagnostic de la situation et les aspirations populaires sont les mêmes pour tous les Tchadiens, seules les mobilisations par la non-violence pourraient briser ces murs de la « division permanente » semée par nos politiciens. Car il paraît absurde le fait que les Tchadiens sont prompts à aller se faire tuer comme des chiens sur des champs de bataille fratricides, mais sont incapables de manifester spontanément dans la rue quand le coût de la vie ou une dérive sociale menace leur quotidien commun ! Les partis politiques ont toujours prétendu épargner la vie de leurs militants des mitraillettes des milices du pouvoir : cette peur, qui n'avait rien à voir avec la non-violence, puisque nombre de ces politiciens soutiennent ou justifient le recours aux armes, leur a fait perdre la confiance d'une jeunesse qui ne peut patienter encore longtemps dans le vide !

La non-violence expérimentée dès maintenant, et nous nous libérerons des peurs qui nous réduisent sans fin en esclavage d'un système à un autre !

Enoch Djondang

[enochdjo chez yahoo.fr](mailto:enochdjo@yahoo.fr)